

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Affaire-Thales-la-polemique-s-envenime-sur-sa-filiale-Spectrum-Argentine>

L'Affaire Thales : la polémique s'envenime sur sa filiale Spectrum Argentine

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

Date de mise en ligne : jeudi 29 janvier 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par El Correo

Paris, 29 janvier 2004

Le groupe français d'électronique professionnelle Thales a démenti mercredi les accusations de détournement de fonds contre sa filiale Thales Spectrum de Argentina, selon l'AFP. "Nous démentons les accusations de détournement de fonds et de corruption qui sont non fondées", a indiqué un porte-parole du groupe à l'AFP. "Thales a rempli ses obligations dans ce contrat", a-t-il ajouté. "Nous ne sommes plus majoritaires depuis deux ans dans cette société Thales Spectrum", a-t-il également fait remarquer en précisant qu'ils en possédaient "49%".

L'hebdomadaire français Le Point avait déclaré dans une enquête qu'environ 25 millions de dollars payés par Thales se seraient évaporés dans les arcanes de ce contrat signé en 1997 et attribué à Thales Spectrum de Argentina (TSA). Selon le Bureau anti-corruption argentin qui a analysé "les coûts" d'investissements supposés de la firme en Argentine et a estimé qu'ils "étaient absolument surévalués et n'allaient pas à des travaux mais alimentaient des pots de vins".

Le gouvernement argentin a retiré lundi sa concession pour le contrôle des ondes radio-électriques à Thales Spectrum (ex-Thomson-csf) en accusant la firme qui gère les ondes depuis 15 ans de n'avoir pas respecté ses obligations. Le gouvernement a chiffré ces manquements à au moins 300 millions de pesos (103 millions de dollars), somme qui correspond à des investissements sur laquelle la firme s'était engagée afin d'améliorer le réseau radio-électrique.

En réaction à cette décision, le porte parole du Quai d'Orsay a déclaré que La France est soucieuse de la "pérennité" des investissements français en Argentine. "Nous sommes soucieux de la pérennité des investissements français en Argentine et souhaitons que les entreprises françaises puissent tenir leurs engagements dans les meilleures conditions possibles", a déclaré M. Ladsous lors d'un point de presse.

Thalès n'est pas la seule entreprise mise en cause dans sa façon de gérer sa concession en Argentine. Le président argentin, Nestor Kirchner, a mis en garde la semaine dernière, Aguas Argentinas, filiale du groupe français Suez (voir El Correo, rubrique [\[Privatisées\]](#) et [Le scandale de la privatisation de l'eau en Argentine éclabousse Suez-Lyonnaise des Eaux, Vivendi, BM, FMI, etc.](#)).